

Apprentissage pour tous

Investir dans l'acquisition de connaissances
et de compétences pour promouvoir
le développement



Stratégie de la Banque
mondiale pour l'éducation:
Horizon 2020
Résumé analytique

Le résumé analytique accompagne le rapport complet «World Bank Group Education Strategy 2020, Learning for All: Investing in People's Knowledge and Skills to Promote Development» qui peut être consulté à l'adresse www.worldbank.org/educationstrategy2020.

© 2011 Banque internationale pour la reconstruction et le développement / Banque mondiale.

© 2011 The International Bank for Reconstruction and Development / The World Bank

1818 H Street NW

Washington DC 20433

Téléphone : 202-473-1000

Internet : www.worldbank.org

E-mail : feedback@worldbank.org

Tous droits réservés

Cette publication est produite par le personnel de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement / Banque mondiale. Les observations, interprétations et conclusions présentées ici ne reflètent pas nécessairement les vues des membres du Conseil d'Administration de la Banque mondiale ou des gouvernements qu'ils représentent.

La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données figurant dans la présente publication. Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur les cartes contenues dans la présente publication n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire ni l'approbation ou l'acceptation de ces frontières.

Design par : Gimga Media Group
1027 33rd Street, NW, Suite 140, Washington DC, 20007
Téléphone : 202.338.5985
Site internet : www.gimgagroup.com

Image de couverture : Catalina Maria Guaqueta
E-mail : cmariaguaqueta@gmail.com
Utilisé avec la permission. ©2011 Catalina Maria Guaqueta.

Tous les montants sont en dollars américains, sauf indication contraire.

Equipe de préparation de la Stratégie du Groupe de la Banque mondiale pour l'éducation : horizon 2020

La présente *Stratégie du Groupe de la Banque mondiale pour l'éducation : horizon 2020* a été préparée par une équipe conduite par Elizabeth King (Directrice de l'éducation) et composée des membres ci-après du Comité directeur du secteur éducation à la Banque mondiale : Svava Bjarnason, Amit Dar, Mourad Ezzine, Deon Filmer, Robin Horn, Chingboon Lee, Peter Materu, Mamta Murthi, Alberto Rodriguez, Christopher J. Thomas, Eduardo Velez Bustillo; Martha Ainsworth, Luis Benveniste, Barbara Bruns, Ernesto P. Cuadra, Kurt Larsen, Reema Nayar, Halsey Rogers, Pia Helene Schneider, James A. Stevens, Emiliana Vegas, Adam Wagstaff et Michel J. Welmond.

Felipe Barrera-Osorio, Halsey Rogers, Christel Vermeersch, Juliana Guaqueta, Oni Lusk-Stover, Jessica P. Venema, Vy T. Nguyen, Hilary Spencer, Carolyn Reynolds, Genoveva Torres, et Nawsheen Elaheebocus ont formé l'équipe technique qui a travaillé directement avec le Comité directeur du secteur éducation pour la préparation de la Stratégie.

Apprentissage pour tous

Investir dans l'acquisition de connaissances et de compétences pour promouvoir le développement

Stratégie de la Banque mondiale pour
l'éducation: Horizon 2020
Résumé analytique

AVANT-PROPOS

La période actuelle est marquée par des changements extraordinaires. L'impressionnante montée en puissance des pays à revenu intermédiaire, avec à leur tête la Chine, l'Inde et le Brésil, a fait naître dans de nombreux pays le désir accru d'améliorer la compétitivité en créant une main-d'œuvre hautement qualifiée. En même temps qu'elles offrent des possibilités pour accélérer l'apprentissage, les avancées technologiques modifient les profils et les compétences qu'exigent les emplois. Les taux de chômage élevés, ont mis en lumière l'incapacité des systèmes éducatifs à préparer la jeunesse à acquérir les compétences recherchées sur le marché de l'emploi et accentuent la nécessité de créer davantage d'opportunités et d'accroître la reddition de comptes.

Le développement et l'amélioration de l'éducation sont des facteurs essentiels pour s'adapter au changement. En d'autres termes, investir dans une éducation de qualité, c'est favoriser une croissance économique et un développement plus rapides et plus durables. Les personnes éduquées ont plus de chances d'obtenir un emploi, peuvent gagner un salaire plus élevé, résistent mieux aux chocs économiques et ont des enfants en meilleure santé. Cela étant, si les pays en développement ont fait de grands bonds en avant durant la décennie écoulée, notamment en direction des objectifs de développement pour le Millénaire en matière d'éducation primaire universelle et d'égalité des sexes, de multiples preuves indiquent que de nombreux enfants et jeunes du monde en développement quittent l'école sans avoir appris grand-chose.

C'est la raison qui explique que la Stratégie pour l'éducation envisagée à l'horizon de 2020 se fixe comme objectif l'Apprentissage pour tous.

L'apprentissage pour tous signifie qu'il faut veiller à ce que tous les enfants et tous les jeunes, pas seulement les plus riches ou les plus doués, puissent non seulement fréquenter l'école, mais aussi acquérir les connaissances et aptitudes dont ils ont besoin pour vivre en bonne santé, être productifs et obtenir un emploi digne de ce nom. Notre stratégie s'articule autour de trois axes : **Investir tôt; Investir de manière avisée; Investir au profit de tous.** Pour en savoir plus, lisez le reste du document.

Cette stratégie s'inspire des meilleures travaux de réflexion et connaissances disponibles sur les exemples de succès dans l'éducation, qui découlent des consultations menées à l'échelle mondiale auprès des gouvernements, des enseignants, des élèves, de la société civile et des partenaires de développement dans plus de cent pays. Nous remercions toutes les personnes qui ont participé à la formulation de la présente stratégie en y apportant leur énergie, leurs idées et leur expérience. En réalité, cette stratégie est la *leur*. Nous nous réjouissons à la perspective de collaborer avec tous pour réaliser l'objectif de l'Apprentissage pour tous.

Tamar Manuelyan Atinc
Vice-président, Réseau du développement humain
Banque mondiale

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

L'éducation est absolument indispensable au développement et à la croissance. Droit fondamental de la personne inscrit dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, l'accès à l'éducation est aussi un investissement stratégique dans le développement. Grâce au cerveau humain, toutes les autres réalisations dans le domaine du développement sont possibles, des progrès de la médecine et de l'innovation agricole à la création d'infrastructures en passant par la croissance du secteur privé. Pour que les pays en développement puissent profiter pleinement de ces retombées, en tirant parti de l'ensemble des idées dont regorge le monde et de l'innovation, il leur faut libérer le potentiel du cerveau humain. Aucun autre moyen ne saurait se substituer à l'éducation pour ce faire.

La « **Stratégie du Groupe de la Banque mondiale pour l'éducation : Horizon 2020** » présente le programme conçu par l'institution pour atteindre l'objectif de l'« **Apprentissage pour tous** » dans le monde en développement au cours de la prochaine décennie. L'objectif global de cette stratégie ne se limite pas à la seule scolarisation, mais vise l'apprentissage. La scolarisation de millions d'enfants supplémentaires aura été un succès remarquable. Le Groupe de la Banque mondiale a pris l'engagement d'asseoir son action sur ces progrès et d'accroître son appui dans le but d'aider tous les pays à atteindre l'objectif de l'Éducation pour tous (EPT) et les cibles des objectifs de développement pour le Millénaire (ODM) en rapport avec l'éducation. Cependant, en dernière analyse, le moteur du développement sera ce que les individus **apprennent**, dans les écoles comme à l'extérieur, de la maternelle au marché du travail. La nouvelle stratégie de la Banque, qui couvre une période de 10 ans, vise à atteindre l'objectif global de l'« Apprentissage pour tous » par la promotion de réformes des systèmes éducatifs nationaux et par la constitution d'une base de connaissances mondiale suffisamment robuste pour orienter ces réformes.

POURQUOI UNE NOUVELLE STRATÉGIE ?

Le Groupe de la Banque mondiale a apporté une contribution appréciable au développement de l'éducation dans le monde durant les 49 dernières années. Depuis le lancement d'un projet de construction d'écoles secondaires en Tunisie en 1962, la Banque a investi quelque 69 milliards de dollars dans l'éducation en finançant plus de 1 500 projets à travers le monde. La contribution financière de la Banque à l'éducation a augmenté au cours de la décennie écoulée, depuis qu'ont été fixés les objectifs de développement pour le Millénaire, se montant à plus de cinq milliards de dollars en 2010. Pour sa part, la Société financière internationale (IFC) a investi 500 millions de dollars dans 46 projets en rapport avec l'enseignement privé depuis qu'elle a commencé à cibler le secteur de l'éducation à partir de 2001.

Le nombre d'enfants non scolarisés en âge de scolarisation au primaire a baissé, passant de 106 millions en 1999 à 68 millions en 2008.

Cette période a enregistré de remarquables progrès dans le secteur, en particulier dans la scolarisation des enfants, leur maintien à l'école et la réduction des écarts entre les filles et les garçons. Comparé à dix ans plus tôt, on compte beaucoup moins d'enfants non scolarisés dans les pays en développement, cela grâce à des politiques d'éducation et de développement plus efficaces et à la poursuite des investissements au niveau national. Le nombre d'enfants non scolarisés en âge de scolarisation au primaire a baissé, passant de 106 millions en 1999 à 68 millions en 2008. Même dans les pays les plus pauvres, les taux moyens de scolarisation ont dépassé le seuil de 80 % et les pourcentages d'élèves qui terminent le primaire sont supérieurs à 60 %. De plus, entre 1991 et 2007, le ratio filles-garçons au primaire et au secondaire dans le monde en développement s'est amélioré, passant de 84 à 96 %, les gains réalisés étant encore plus considérables au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Asie du Sud. Les gouvernements, les organisations de la société civile, les populations locales et les entreprises privées ont contribué à cette évolution en construisant plus d'écoles et de salles de classe et en recrutant des enseignants en nombre jamais égalé auparavant. Le Groupe de la Banque mondiale a soutenu ces efforts, non seulement à coup de financements et d'assistance technique, mais aussi sous forme de contribution en idées.

Mais ce succès a engendré des défis nouveaux qui apparaissent au moment où le monde connaît des changements importants. Face aux dizaines de millions d'enfants non scolarisés jusqu'ici, et compte tenu des nombreuses disparités persistantes entre filles et garçons, il y a lieu de poursuivre les efforts pour atteindre les objectifs de développement pour le Millénaire en rapport avec l'éducation. Les gains réalisés dans le domaine de l'accès ont aussi contribué à attirer l'attention sur les difficultés liées à l'amélioration de la qualité de l'éducation et à l'accélération de l'apprentissage. Par ailleurs, le contexte mondial est en mutation. Au plan démographique, des taux de fécondité plus faibles contribuent à modifier le profil de la population : à la population très jeune qui caractérise de nombreux pays à faible revenu succède une population dans laquelle les jeunes sont surreprésentés, une caractéristique plus courante dans les pays à revenu intermédiaire où les jeunes sont plus que jamais concentrés dans les zones urbaines. Parallèlement, l'extraordinaire émergence de nouveaux pays à revenu intermédiaire a intensifié le désir qu'ont de nombreuses nations d'améliorer leur compétitivité en formant une main d'œuvre plus compétente et plus polyvalente. Au plan des technologies, des percées incroyables dans le domaine des technologies de l'information et de la communication et bien d'autres technologies concourent à modifier les profils d'emploi et les compétences requises par le marché du travail, tout en offrant dans le même temps des possibilités d'accélérer les apprentissages et d'améliorer la gestion des systèmes éducatifs.

Cette évolution exige du Groupe de la Banque mondiale qu'il adopte une nouvelle stratégie dans le secteur de l'éducation pour la prochaine décennie. Le Groupe de la Banque mondiale n'est manifestement pas resté les bras croisés depuis l'adoption de sa dernière stratégie en 2000. Il s'est davantage rapproché des pays clients en décentralisant ses opérations, 40 % de ses effectifs se trouvant désormais dans ses bureaux extérieurs. Avec le secteur de l'éducation montrant la voie à suivre, le Groupe de la Banque mondiale a aussi amélioré la manière dont il mesure les résultats et la place qu'il leur accorde, investissant les moyens voulus dans l'évaluation de l'impact des programmes. Le Groupe de la Banque

Les gains réalisés dans le domaine de l'accès à l'éducation ont contribué à attirer l'attention sur les difficultés liées à l'amélioration de la qualité de l'éducation et à l'accélération de l'apprentissage.

mondiale a aussi amorcé des innovations au plan financier en ayant davantage recours aux financements sectoriels, à la mise en commun de financements, aux instruments fondés sur les résultats et à d'autres approches. Reconnaisant le rôle sans cesse croissant du secteur privé dans l'éducation, l'institution a mis sur pied le département chargé de la santé et de l'éducation à la SFI. La nouvelle stratégie vise à s'appuyer sur ces changements en définissant un nouvel objectif assorti d'orientations stratégiques et d'instruments pour en assurer la mise en œuvre. Elle s'inscrit dans le droit fil des priorités clés du Groupe de la Banque mondiale définies par le ciblage des pauvres et des personnes vulnérables, la création de conditions propices à la croissance, la promotion d'une action collective à l'échelle mondiale et le renforcement de la gouvernance, aspects qui sont tous décrits dans le document stratégique sur les orientations du Groupe de la Banque mondiale après la crise.

OBJECTIF: APPRENTISSAGE POUR TOUS, AU-DELÀ DE LA SCOLARISATION OBLIGATOIRE

La raison pour laquelle l'accent est mis sur l'apprentissage dans la nouvelle stratégie est fort simple: la croissance, le développement et la réduction de la pauvreté reposent sur les connaissances et les compétences que les individus acquièrent et pas sur le nombre d'années qu'ils passent dans les salles de classe. Si au niveau individuel un diplôme peut déboucher sur l'emploi, ce sont les compétences du travailleur qui déterminent en revanche sa productivité et son aptitude à s'adapter à des technologies et opportunités nouvelles. Le savoir et les compétences contribuent aussi à l'aptitude d'un individu à assurer la bonne santé et l'éducation de sa famille et à participer à la vie civique. Au plan social, les recherches récentes indiquent que le niveau de compétence de la main d'œuvre, comme il est mesuré par les évaluations des résultats d'apprentissage des élèves conduites à l'échelle internationale, telles que le Programme international d'évaluation des acquis des élèves (PISA) et l'Évaluation internationale en mathématiques et en sciences (TIMSS), permet de faire de bien meilleures prévisions de croissance économique que ne le permet le niveau scolaire moyen. Par exemple, lorsque l'écart-type des notes obtenues par les élèves en lecture et en mathématiques augmente d'un point (ce qui correspond en gros au relèvement du rang d'un pays, le portant de la médiane aux 15 % supérieurs) c'est le signe d'une forte augmentation de deux points de pourcentage en termes de croissance du PIB annuel par habitant.

Dans de nombreux pays en développement, le niveau d'apprentissage reste désespérément faible, en particulier chez les populations défavorisées. Il va sans dire que la majorité des élèves acquiert certaines aptitudes à l'école, y compris dans les contextes d'apprentissage marqués par la pauvreté. Toutefois, ces aptitudes sont bien souvent rudimentaires dans le meilleur des cas. Dans certains pays, il ressort d'études menées récemment que 25 à 50 % de jeunes ayant achevé le cycle scolaire primaire ne peuvent pas lire une phrase simple. Les évaluations internationales révèlent aussi des écarts de connaissances énormes entre la majorité des pays en développement et les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). En

dépit de l'impressionnante performance de Shanghai (Chine) que confirment les résultats de PISA 2009 publiés récemment, les notes de près de la moitié des pays ou régions à faible revenu et à revenu intermédiaire se classaient dans la moitié inférieure de l'échelle des résultats, plusieurs parmi eux se situant bien en-dessous de la moyenne de l'OCDE.

Il faut encourager les apprentissages très tôt et de manière soutenue, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du système scolaire formel. Les recherches scientifiques indiquent que le bon développement du cerveau d'un enfant nécessite un effort qui doit commencer longtemps avant le début de la scolarisation formelle à six ou sept ans. La prise en compte de l'éducation et de la santé en investissant dans la santé prénatale et les programmes de développement de la petite enfance est absolument nécessaire pour libérer ce potentiel. Un enseignement de qualité est fondamental durant les années de scolarisation primaire pour donner aux élèves les éléments de base nécessaires en lecture et en arithmétique sur lesquels repose l'apprentissage qui a lieu pendant le reste de la vie. L'adolescence est une autre période propice aux apprentissages, mais elle est aussi un moment où de nombreux élèves quittent l'école pour se marier (en particulier les filles) ou travailler à plein temps. Il est donc essentiel d'accorder une deuxième chance et des possibilités d'apprentissage non formel à tous les jeunes pour leur permettre d'acquérir les aptitudes qu'exige le marché du travail.

La stratégie « Apprentissage pour tous » soutient les objectifs d'équité qui sous-tendent les ODM liés à l'éducation. En adoptant l'objectif de l'apprentissage pour tous, la nouvelle stratégie contribue à mettre au devant de la scène les ODM relatifs à l'éducation en les reliant à l'objectif universellement partagé d'accélérer l'apprentissage. Les populations défavorisées (en particulier les filles et les femmes) restent confrontées à d'énormes difficultés d'accès aux niveaux primaire, secondaire et tertiaire; la demande d'éducation aux niveaux secondaire et supérieur a fortement augmenté en raison de la hausse de la proportion des élèves qui terminent le primaire. À moins de s'attaquer à ces problèmes, il sera impossible d'atteindre l'objectif de l'apprentissage pour tous. Sans l'éducation de base qu'apporte l'école, les enfants et les jeunes ne peuvent pas acquérir les aptitudes et les valeurs qu'il leur faut. Les résultats les plus récents (2009) du PISA confirment les leçons de l'expérience selon lesquelles les pays qui réussissent généralement le mieux à promouvoir l'apprentissage sont ceux dans lesquels l'on note les écarts les plus minimes entre les élèves dans les acquis de l'apprentissage.

Dans l'optique de la stratégie du Groupe de la Banque mondiale dans le secteur de l'éducation, l'essentiel se résume à investir tôt, de manière avisée et au profit de tous. Premièrement, l'acquisition d'aptitudes de base tôt dans l'enfance prépare l'individu à l'éducation permanente, d'où la réaction bien trop tardive associée à la conception traditionnelle qui voudrait que l'éducation démarre à l'école primaire. Deuxièmement, le retour sur l'investissement dans l'éducation exige l'adoption d'une démarche d'investissement avisée ; c'est-à-dire, des investissements dont on a déjà la preuve ailleurs qu'ils ont eu des effets bénéfiques sur l'apprentissage. La qualité doit être au cœur des investissements consentis à l'éducation, et les acquis de l'apprentissage le principal étalon pour la mesurer. Troisièmement, l'apprentissage pour tous signifie qu'il faut veiller à ce que tous les élèves, pas seulement les plus aisés ou les plus doués, acquièrent les connaissances et aptitudes dont ils ont besoin. Pour atteindre cet objectif, il

Des recherches récentes indiquent que le niveau de compétence de la main d'œuvre permet d'établir de bien meilleures prévisions de croissance économique que ne le permet le niveau scolaire moyen

faudra lever les obstacles qui empêchent les filles, les personnes handicapées et les minorités ethnolinguistiques d'atteindre des niveaux d'éducation comparables à ceux des autres groupes de population.

Pour atteindre l'objectif de l'apprentissage pour tous, le Groupe de la Banque mondiale orientera ses interventions dans le secteur suivant deux axes stratégiques: la réforme des systèmes éducatifs nationaux et la constitution d'une base de connaissances de haute qualité pour la réforme de l'éducation au niveau mondial.

RÉFORME DES SYSTÈMES SCOLAIRES, AU-DELÀ DES INTRANTS

À l'échelon des pays, le Groupe de la Banque mondiale se concentrera sur l'aide à la réforme des systèmes éducatifs. L'expression « système éducatif » renvoie habituellement aux notions d'écoles publiques, universités et programmes de formation fournissant des services d'éducation. Dans la présente stratégie, l'expression « système éducatif » couvre la gamme complète de possibilités de formation disponibles dans le pays, offertes ou financées par le secteur public ou le secteur privé (notamment les institutions religieuses, les organisations à but non lucratif et à but lucratif). Un système éducatif comprend des programmes formels et non formels auxquels s'ajoutent tous les bénéficiaires et parties prenantes desdits programmes, les enseignants, les formateurs, les administrateurs, les employés, les élèves et leurs familles ainsi que les employeurs. Il comprend aussi des règlements, des politiques et des mécanismes de reddition de comptes qui concourent à en assurer la cohésion, de même que des ressources et des mécanismes de financement qui contribuent à sa viabilité. Cette définition plus exhaustive de la notion de système éducatif permet au Groupe de la Banque mondiale et à ses pays partenaires de saisir l'occasion ainsi offerte de rechercher des solutions aux obstacles qui existent au-delà des limites du système éducatif dans sa conception classique.

L'amélioration des systèmes éducatifs signifie qu'il faut aller au-delà de la simple mise à disposition d'intrants. Il ne fait aucun doute que fournir des moyens adéquats aux écoles, que ce soient des bâtiments scolaires, des enseignants formés ou des manuels scolaires, est un facteur fondamental pour le progrès du système éducatif d'une nation. L'augmentation des intrants scolaires au cours des dernières années a favorisé la scolarisation de millions d'enfants en plus; c'est un effort qui doit se poursuivre partout où les niveaux d'intrants demeurent inadéquats. Cependant, l'amélioration des systèmes exige que l'on veuille à utiliser ces intrants avec plus d'efficacité pour accélérer l'apprentissage. Si les stratégies précédentes ont reconnu cet objectif, la nouvelle stratégie y met davantage l'accent et l'inscrit dans un contexte d'évaluation et de réforme des systèmes éducatifs.

L'approche systémique préconisée par la nouvelle stratégie insiste sur l'accroissement de la reddition des comptes en tant qu'élément complémentaire des résultats à produire. Renforcer les systèmes éducatifs, c'est harmoniser la gouvernance de ces systèmes, la gestion des écoles et des enseignants, les règles de financement et les mécanismes d'incitation en ayant en ligne de mire l'apprentissage pour tous. Cela passe nécessairement par la réforme des mé-

L'apprentissage pour tous signifie qu'il faut veiller à ce que tous les élèves, pas seulement les plus aisés, acquièrent les connaissances et aptitudes dont ils ont besoin pour mener une vie heureuse et productive.

canismes de reddition de comptes liant les différents acteurs et participants du système éducatif en rapport logique avec les fonctions mesurées, supervisées et soutenues. Ce renforcement passe aussi par la mise en place d'un système transparent de remontée de l'information entre le financement (l'aide internationale y comprise) et les résultats. Étant donné que les échecs en matière de gouvernance et de reddition de comptes ont habituellement les effets des plus dévastateurs sur les écoles desservant les groupes les plus défavorisés, l'approche systémique encourage l'équité et l'efficacité du système éducatif.

Sur le plan des opérations, la Banque orientera davantage son aide financière et son assistance technique vers des réformes systémiques qui favorisent les résultats d'apprentissage. Pour ce faire, la Banque s'emploiera à aider les pays partenaires à renforcer les capacités nationales nécessaires pour encadrer et administrer les systèmes éducatifs, appliquer des normes de qualité et d'équité, évaluer la performance des systèmes par rapport aux objectifs d'éducation nationale et étayer la formulation de politiques avec des observations et soutenir l'innovation. Bien qu'un tel programme paraisse chargé, l'approche systémique ne signifie pas qu'il faille réformer tous les domaines de l'action publique en une fois. L'analyse détaillée des systèmes et l'investissement dans les connaissances et les données permettront à la Banque et aux responsables de l'action publique de « mener des analyses de portée mondiale et d'agir à l'échelon local » ; en d'autres termes, ils pourront évaluer la qualité et l'efficacité de plusieurs domaines de l'action publique, mais ils se concentreront sur les domaines où les améliorations peuvent donner le rendement le plus élevé en termes de scolarisation et de résultats d'apprentissage. Sur le plan interne, le Groupe de la Banque mondiale agira de manière à améliorer les résultats des projets, en renforçant le cadre de résultats pour les projets, en améliorant le suivi du portefeuille et en sélectionnant des instruments opérationnels appropriés.

CONSTITUER UNE BASE DE CONNAISSANCES

Aux niveaux régional et mondial, la Banque contribuera à constituer une base de connaissances de qualité élevée relative à la réforme des systèmes éducatifs. Les analyses, l'expérience pratique et le savoir-faire en matière de programmes et de politiques d'éducation sont absolument nécessaires à l'amélioration de la performance des systèmes éducatifs du monde. En investissant dans l'évaluation des systèmes, de l'impact ainsi que de l'apprentissage et des aptitudes, la Banque aidera ses pays partenaires à répondre aux questions clés que soulève la problématique de la réforme de l'éducation : quelles sont les forces et les faiblesses du système ? Quelles interventions se sont révélées les plus efficaces ? Touchent-elles les groupes les plus défavorisés ? Quels sont les rôles respectifs du public et du privé dans la prestation de services ? Les enfants et les jeunes acquièrent-ils les connaissances et les compétences dont ils ont besoin ?

La Banque élabore de nouvelles méthodes d'approche du savoir pour aider à guider la réforme de l'éducation. De nouveaux outils d'évaluation et

d'établissement de critères de référence (« outils d'évaluation des systèmes ») permettront d'entreprendre l'analyse détaillée des capacités nationales dans une large gamme de domaines de politiques d'éducation, du développement de la petite enfance au développement des compétences en passant par l'évaluation des élèves, la politique de valorisation des enseignants, l'équité et l'inclusion, l'éducation tertiaire et d'autres domaines. Dans chaque domaine d'intervention, les outils d'évaluation des systèmes permettront d'analyser le « maillon manquant » des résultats intermédiaires, en mettant en lumière la portion de la chaîne de résultats située entre les intrants et les résultats d'apprentissage. Cette information qui importe au plus haut point permettra aux responsables et aux organisations de la société civile de prendre des décisions plus éclairées sur la réforme de l'éducation et les interventions, ce en mettant en évidence les points de rupture de la chaîne de résultats. En utilisant les pratiques optimales internationales comme références, l'outil mettra en lumière les forces et les faiblesses et contribuera à identifier des exemples de réformes pouvant éclairer les politiques et les méthodes d'éducation dans d'autres pays.

En ayant une meilleure connaissance des forces et des faiblesses de systèmes éducatifs spécifiques, le Groupe de la Banque mondiale pourra répondre avec plus d'efficacité aux besoins des pays partenaires. Suivant les niveaux de développement auxquels se trouvent leurs systèmes éducatifs, les pays sont confrontés à des difficultés différentes; les priorités définies aux fins de l'assistance et du partage des connaissances doivent donc refléter ces différences. La nouvelle stratégie vient compléter, au moyen de regroupements établis en fonction du niveau de développement, les regroupements régionaux habituels du Groupe de la Banque mondiale entre « pays à revenu intermédiaire », « pays à faible revenu » et « État fragile » ; elle définit des priorités distinctes pour chacun de ces groupes. Par exemple, dans les pays à revenu intermédiaire où il existe une proportion plus large d'emplois pouvant exiger des compétences de niveau plus élevé, l'amélioration de l'assurance de la qualité, du financement de l'enseignement supérieur et du développement de la main d'œuvre reste une priorité. Dans de nombreux pays à faible revenu et États fragiles, la priorité reste axée sur les efforts destinés à atteindre les ODM.

L'analyse judicieuse du niveau de développement de l'éducation dans chaque pays, ajoutée à l'étude du niveau de développement global du pays, permet d'établir une différenciation plus rigoureuse et plus utile au plan opérationnel. Certains pays obtiennent de bien meilleurs résultats au plan de l'éducation, notamment en termes de fonctionnement du système éducatif et de résultats obtenus, bien mieux que ne le laissent penser leurs niveaux de ressources. Les informations détaillées et comparables à l'échelon international sur les systèmes éducatifs permettent d'identifier les pays qui obtiennent de bonnes performances dans des domaines spécifiques, tels que la valorisation professionnelle des enseignants, l'évaluation des élèves ou l'accréditation des universités, tout en contribuant parallèlement à mettre en évidence les faiblesses dans d'autres domaines. Outre qu'elles aident le Groupe de la Banque mondiale à déterminer l'ordre de priorité de son assistance, ces informations systémiques faciliteront avec plus d'efficacité l'apprentissage Sud-Sud en permettant aux pays confrontés à des prob-

L'approche adoptée pour le système éducatif met l'accent sur l'accroissement de la responsabilité et des résultats.

Figure 1 | Priorités stratégiques du Groupe de la Banque mondiale pour l'éducation d'ici 2020

Mission de la Banque dans le domaine de l'éducation	Apprentissage pour tous		
Orientations stratégiques pour aboutir aux résultats escomptés	Renforcer les systèmes éducatifs	Constituer une base de connaissances de haute qualité	
Axes stratégiques de mise en œuvre	Savoirs <ul style="list-style-type: none"> - Outils d'évaluation et de comparaison des systèmes - Évaluation des apprentissages - Évaluation d'impact & recherche 	Appui technique et financier <ul style="list-style-type: none"> - Appui technique pour l'amélioration des systèmes - Financement axé sur les résultats - Approche multisectorielle 	Partenariats stratégiques (Agences des Nations Unies, communauté des bailleurs de fonds, secteur privé, organisations de la société civile)

lèmes d'éducation précis d'apprendre au côté de ceux qui sont plus performants.

DE LA STRATÉGIE À L'ACTION

Concernant la mise en œuvre de la nouvelle stratégie, le Groupe de la Banque mondiale concentrera son action sur trois domaines : la production et l'échange de savoirs, l'appui technique et financier et les partenariats stratégiques (voir la figure 1). Dans le but de générer des connaissances sur les réformes et les interventions en matière d'éducation, la Banque mettra à disposition : *des outils d'évaluation et de comparaison ainsi que des données* pour évaluer la capacité du système éducatif à améliorer les résultats d'apprentissage ; *des évaluations d'apprentissages et de résultats scolaires* qui couvrent les compétences de base en lecture et en arithmétique ainsi que d'autres aptitudes dont notamment la capacité d'analyse critique, la capacité de résolution de problèmes et l'aptitude à travailler en équipes ; et *des évaluations d'impact et d'autres travaux d'analyse* pouvant éclairer les politiques et les interventions, ainsi que *l'échange de connaissances* et un dialogue susceptible de faciliter l'apprentissage entre les pays partenaires et les organisations.

La production et l'échange de savoirs sont des facteurs essentiels pour accroître l'efficacité de toutes les dépenses effectuées au titre du secteur éducatif d'un pays, pas seulement pour l'efficacité des financements octroyés par le Groupe de la Banque mondiale. La Banque se servira de ces connaissances pour guider l'appui technique et financier apporté aux pays, notamment : *l'appui technique et opérationnel pour le renforcement des systèmes*, l'action étant menée suivant un ordre de priorité correspondant à la contribution de la Banque

au renforcement du système éducatif du pays et à la réalisation des objectifs d'apprentissage ; *les financements fondés sur les résultats*; et *une approche multisectorielle* du développement de l'éducation qui offre les incitations, les outils et les compétences nécessaires pour que le personnel puisse intervenir dans tous les secteurs qui ont une influence sur les résultats du système éducatif. L'amélioration de l'éducation est intimement liée aux secteurs de la santé et de la protection sociale : ces secteurs déterminent dans quelle mesure les élèves sont suffisamment en bonne santé pour bien acquérir des connaissances, dans quelle mesure le système apporte aux familles une protection sociale suffisante pour préserver l'éducation en temps de crise et dans quelle mesure le système scolaire répond adéquatement à la demande de compétences sur le marché du travail. Dans le contexte du Groupe de la Banque mondiale, la Banque mondiale et l'IFC œuvreront de concert pour améliorer les connaissances sur le rôle du secteur privé dans l'éducation et aider les pays à créer des cadres d'intervention et des structures de réglementation qui mettent en adéquation les efforts du secteur privé et les objectifs nationaux en matière d'éducation. Enfin, la Banque exécutera cette stratégie en nouant des *partenariats stratégiques* aux niveaux international et national à l'effet d'améliorer les systèmes éducatifs. Elle reste engagée à soutenir et à renforcer le partenariat mondial FTI-EPT qui vise à aider les pays à faible revenu dans les efforts qu'ils déploient pour atteindre les ODM liés à l'éducation.

Pour mesurer le succès de la stratégie, le Groupe de la Banque emploiera un certain nombre d'indicateurs relatifs à la performance, aux résultats et à l'impact. Dans la mesure où la responsabilité occupe une place de choix dans l'approche systémique adoptée dans le secteur de l'éducation, la Banque s'engage à suivre l'efficacité de sa propre stratégie. Entre autres indicateurs (voir le tableau 1), elle utilisera des *indicateurs de performance* pour les domaines dans lesquels la Banque exerce un contrôle direct ; des *indicateurs de résultats* pour les domaines dans lesquels le progrès exige des efforts de la part des pays partenaires et de la Banque ; et des *indicateurs d'impact* qui permettront de contrôler les progrès accomplis en direction des objectifs finals visés par la stratégie sectorielle.

Atteindre l'objectif de l'apprentissage pour tous ne se fera pas sans difficultés, mais c'est l'objectif vers lequel il y a lieu de s'orienter durant les dix prochaines années. Si les pays peuvent enregistrer des changements rapides dans les taux de scolarisation d'une année scolaire à une autre, il est bien plus difficile de progresser de manière décisive au niveau des résultats d'apprentissage. Normalement, les avancées dans le domaine de l'apprentissage font appel à des changements au double plan des structures et du comportement, ce que les changements institutionnels soutenus par la nouvelle stratégie rendent possibles. Il ne suffit pas de réussir au plan des détails techniques; réformer, c'est aussi savoir établir l'équilibre entre les contraintes liées aux capacités nationales de mise en œuvre et l'économie politique du pays. Les réformes exigent l'adhésion d'un large groupe de parties prenantes, les enseignants y jouant un rôle tout particulier. Les progrès sur le front des indicateurs de résultats et d'impact cités dans le tableau 1 dépendront donc de l'application de réformes réelles par les pays et de leur volonté politique de les suivre jusqu'au bout. L'assistance de la Banque devra tenir compte de ces contraintes, en adaptant son appui aux conditions propres au pays et à des objectifs de résultats d'apprentissage réalistes. Tous ces efforts seront justifiés lorsque les enfants et les jeunes acquerront des apprentissages, les conditions de vie s'amélioreront et les nations connaîtront la prospérité.

Dans l'optique de la stratégie du Groupe de la Banque mondiale dans le secteur de l'éducation, l'essentiel se résume à investir tôt, de manière avisée et au profit de tous.

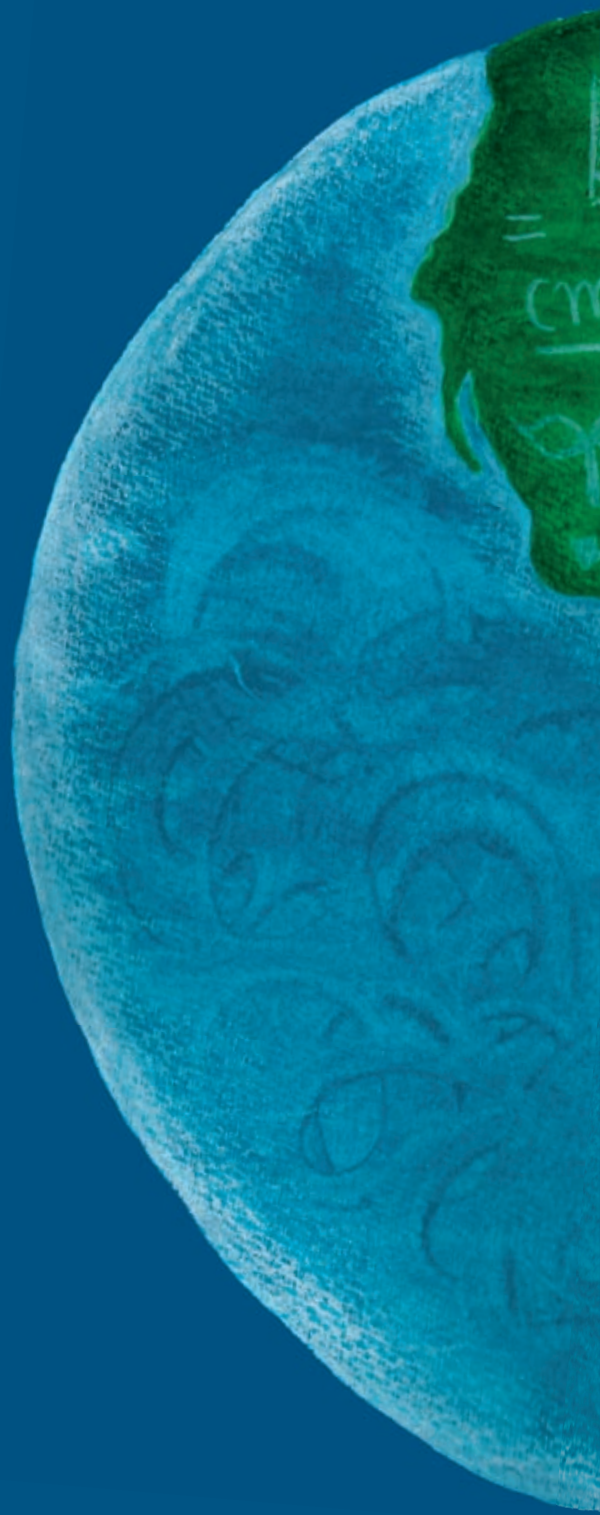
Tableau 1 | Stratégie sectorielle d'ici 2020 : Des indicateurs relatifs à la performance, aux résultats et à l'impact

Indicateurs de performance	Indicateurs de résultats	Indicateurs d'impact
<p><i>Changements dans l'intervention du Groupe de la Banque mondiale à l'effet d'appuyer les pays</i></p> <p>1. Développement des connaissances pour renforcer les systèmes nationaux d'éducation</p> <p>a) Nombre d'outils d'évaluation des systèmes éducatifs mis au point et diffusés ^a</p> <p>b) % de produits de la Banque relatifs au savoir utilisant des outils d'évaluation de systèmes dans l'analyse de l'éducation</p> <p>c) % de produits relatifs au savoir utilisant les résultats d'apprentissage dans l'analyse de l'éducation de base</p> <p>2. Développement au plan de l'organisation pour renforcer les systèmes éducatifs nationaux</p> <p>a) % d'agents du secteur de l'éducation ayant achevé un programme de perfectionnement sur l'approche et les outils d'évaluation des systèmes éducatifs et les méthodes de suivi et évaluation</p> <p>3. Appui technique et financier pour renforcer les systèmes éducatifs nationaux</p> <p>a) % de projets ou programmes éducatifs comprenant des indicateurs de performance clés liés aux apprentissages ou aux aptitudes</p> <p>b) % de projets ou programmes éducatifs utilisant des outils d'évaluation de systèmes dans la méthode de conception et/ou de suivi et évaluation adoptée</p> <p>c) % de projets ou programmes éducatifs dont la conception et la mise en œuvre comprend une méthode de suivi et évaluation satisfaisante</p> <p>d) % de pays les plus à la traîne par rapport aux objectifs de développement pour le Millénaire ayant reçu un surcroît d'appui (prêts et hors prêts) de la part du Groupe de la Banque mondiale</p> <p>c) % de projets ou programmes éducatifs finançant les produits/résultats</p>	<p><i>Changements au niveau des politiques et des programmes des pays bénéficiaires de l'appui du Groupe de la Banque</i></p> <p>a. % i) de pays à revenu intermédiaire, ii) de pays à faible revenu, iii) d'États fragiles ou de pays touchés par un conflit, iv) de pays ayant adopté l'Initiative de mise en œuvre accélérée du programme EPT, qui ont mis en application des outils d'évaluation de systèmes et ont collecté et utilisé des données sur les systèmes éducatifs</p> <p>b. % de pays ayant mis en application des évaluations d'apprentissages ou aptitudes (au plan national ou international) ^b</p> <p>c. % de pays dont les systèmes se sont améliorés dans au moins un domaine d'intervention ainsi que mesuré au moyen des outils d'évaluation de systèmes</p> <p>d. % de pays les plus à la traîne par rapport aux objectifs de développement pour le Millénaire ayant pris des mesures depuis 2010 pour s'attaquer aux obstacles qui s'opposent à la réalisation de ces objectifs</p>	<p><i>Objectifs finals sous observation dans les pays bénéficiaires de l'appui du Groupe de la Banque</i></p> <p>a. % de pays (ou de bénéficiaires dans les pays) dont les apprentissages ou aptitudes ont augmenté depuis 2010 (ou depuis qu'est disponible la toute première base de comparaison)</p> <p>b. % de pays ayant pu réduire les écarts dans la scolarisation ou l'apprentissage au sein des populations défavorisées (par exemple, suivant les critères de groupes de revenus, de parité entre hommes et femmes, de groupes ethnolinguistiques et d'invalidité) depuis 2010 ^c</p> <p>c. % de pays les plus à la traîne par rapport aux objectifs de développement pour le Millénaire en 2010 ayant enregistré des progrès en direction de ces objectifs depuis 2010</p> <p>d. % de pays ayant obtenu des progrès au niveau du perfectionnement de la main d'œuvre depuis 2010</p>

Note : a. La Banque mondiale procède à la mise au point d'outils d'évaluation de systèmes éducatifs dans le cadre du programme *System Assessment and Benchmarking for Education Results* (SABER – Évaluation et comparaison sur la base de critères de référence des résultats dans le domaine de l'éducation). L'outil d'évaluation *Teacher Policies* (Politiques de valorisation des enseignants) a été lancé à titre de prototype, en parallèle avec la publication de la stratégie. Au cours de la première année de mise en œuvre de la stratégie, d'autres outils d'évaluation seront lancés, à savoir, *Student Assessment* (Évaluation des élèves), *Early Childhood Development* (Développement de la petite enfance) et *Workforce Development* (Valorisation de la main d'œuvre). L'entretien de la base de données en ligne de SABER sera assuré par la Banque mondiale à partir de son site web extérieur sur l'éducation.

b. Exercices d'évaluation menés à intervalles réguliers et de manière soutenue.

c. À compter de 2010, la Banque entend engager 750 millions de dollars au bénéfice des pays les plus en retard par rapport aux ODM liés à l'éducation, en mettant un accent particulier sur les pays d'Afrique subsaharienne. La Banque mondiale collaborera étroitement avec les partenaires de développement, notamment par le biais de l'Initiative accélérée, pour mobiliser davantage de financements fondés sur les résultats pour appuyer des interventions innovatrices dans ces pays. Les enseignements émanant de certains pays indiquent que les interventions du côté de la demande telles que les bourses d'études pour les filles, les programmes de transferts monétaires conditionnels et les subventions aux écoles peuvent aider à résoudre avec succès les problèmes de scolarisation et d'assiduité scolaire des élèves issus de milieux défavorisés ou de zones à la traîne. La Banque prend aussi l'engagement de rendre les enseignements tirés de ces innovations accessibles au plus grand nombre, de façon à ce qu'ils éclairent les politiques et les investissements futurs.





Banque Mondiale
1818 H Street, NW
Washington, DC 20433 USA
www.worldbank.org/education
eservice@worldbank.org

